L’ENNEMI INTIME

PATRICK ROTMAN

L'ENNEMI INTIME

ÉDITIONS DU SEUIL
*27, rue Jacob, Paris VI^e^*

ISBN 2-02-053799-0

© Février 2002, Éditions du Seuil

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Travelling arrière

Le propre de la guerre, c'est d'être sale. Celle d'Algérie comme les autres.

Ils avaient vingt ans et ils ne laisseront à personne le soin de dire que ce fut l'âge le plus terrible de leur vie. Ces jeunes gens, appelés, engagés, deuxième classe, sergents ou sous-lieutenants balancés dans le chaudron de la guerre, ont connu les situations extrêmes, celles où la vie est en jeu, où la mort rôde, celles encore où les caractères s'affirment ; la lâcheté et le courage, la soumission ou la révolte, l'indifférence et la passivité. Chacun a fait sa propre expérience, poursuivi son chemin tortueux, tandis que s'estompaient les repères humains, s'effondraient les barrières morales. Aspirés dans une infernale spirale, ils ont accompli des actes dont jamais ils ne se seraient crus capables.

Il faut plonger dans les trous noirs de la mémoire pour comprendre comment un jeune engagé de dix-neuf ans peut écraser la tête d'un Arabe à coups de pierre, comment un gamin de vingt ans arrive à tourner la magnéto, abattre à bout portant un blessé, violer une jeune fille. Comprendre pourquoi les autres, complices dans le silence, tapent le carton à côté de la gégène qui grésille, applaudissent ou s'en moquent, s'accoutument. Comprendre encore comment un ancien maquisard, résistant dès son plus jeune âge, peut quinze plus tard désigner des otages en vue de leur exécution. Comprendre pourquoi tant d'anciens de la France libre, officiers en Algérie, ont accepté des méthodes qu'ils avaient combattues, les armes à la main.

Loin des théories générales, des analyses globales, c'est en explorant les itinéraires individuels que j'ai tenté de trouver une réponse. Pendant des mois, j'ai recueilli des témoignages d'hommes qui avaient été confrontés à la violence extrême : torture, exactions, sévices, viols, exécutions sommaires [1]. Depuis longtemps, je voulais éclaircir le mystère du basculement, comment un homme ordinaire devient un bourreau banal, voire un témoin indifférent.

J'ai enregistré pendant des dizaines d'heures des soldats, des officiers, des avocats et des commissaires de police. J'ai lu des milliers de pages de journal inédites, des autobiographies non publiées, des lettres privées. Ces témoignages, concrets, brutaux, parfois insupportables (mais peut-on savoir ce qui se passe dans les têtes, si l'on ignore ce qui est devant les yeux ?), tissent la face sombre d'une guerre affreuse [2]. Dans ce récit, une trentaine de destins s'entremêlent avec l'histoire de la guerre d'Algérie. Des débuts, en 1954, aux derniers brasiers de 1962, les grandes étapes sont racontées par des acteurs directs dans un va-et-vient permanent entre les situations personnelles et les événements : la pacification, les sévices du FLN, la guerre révolutionnaire, les représailles, la bataille d'Alger, les tristement célèbres DOP, les bombardements au napalm, la liquidation des harkis…

Jeunesse, ignorance, inculture, vengeance. Ces mots qui reviennent tout au long de ces récits, nourris d'expériences diverses dans le temps et l'espace, tracent le contexte, éclairent le paysage, livrent des clefs historiques ou politiques. Ils ne suffisent pas à rendre compte du passage à l'acte. Il faut s'aventurer plus loin, dans les ténèbres de l'âme, explorer ces contrées vertigineuses où se tapit la bête, fouiller la zone obscure qui se refuse à l'humanité.

L'ennemi intime, c'est celui qui est en nous.

L'anonyme

Soudain, juste après un virage, *il* a aperçu une stèle au bord de la route et *il* a crié à Abde de s'arrêter. Le chauffeur, d'instinct, a appuyé sur la pédale du frein. Le véhicule s'est immobilisé dans le crissement des pneus qui ont dérapé légèrement sur la terre battue. Abde l'a interrogé du regard. *Il* lui a fait signe de revenir en arrière.

Abde était un ami qui l'avait accueilli à bras ouverts chez lui, à Tizi Ouzou, lors de ce voyage du souvenir sur les lieux de ses exploits passés. Lorsqu'*il* avait fait part à Abde de son désir de revoir le secteur où *il* avait combattu douze ans plus tôt, Abde l'avait découragé. Il valait mieux ne pas entrer dans les villages, voir les habitants. C'était trop tôt encore. Il fallait attendre, laisser passer le temps. En revanche, Abde avait accepté de le promener dans sa vieille camionnette Peugeot, une 403 bleue affublée d'un plateau arrière, sur les petites routes qu'*il* connaissait par cœur pour les avoir parcourues en jeep une décennie plus tôt. De loin, *il* avait observé ces montagnes de Kabylie. Le paysage, que même une carte postale en Kodachrome n'aurait pu affadir, était aussi somptueux que dans son souvenir.

Sans un mot, Abde a enclenché la marche arrière et la camionnette a reculé d'une vingtaine de mètres. *Il* a tourné la tête avec lenteur vers l'endroit qui, une minute plus tôt, avait percuté les catacombes de sa mémoire. *Il* a observé un moment les arbres, le monument, et puis, avec précaution, *il* a

ouvert la portière. *Il* s'est avancé vers la pierre du souvenir qu'on avait dressée là. *Il* a lu l'inscription à la mémoire des victimes. Des mains anonymes avaient déposé des fleurs. *Il* a regardé autour de lui et s'est dirigé vers les oliviers disposés en demi-cercle autour du sanctuaire comme une couronne mortuaire. De la main, *il* a caressé un tronc noueux, que des balafres profondes avaient entaillé. Ses doigts se sont glissés dans une blessure de l'écorce. Quinze ans après, les traces des balles étaient toujours visibles. Il n'y avait aucun doute. C'était bien là.

Les images sont revenues en même temps que les larmes qui coulaient sur son visage sans qu'*il* songe à les essuyer. Sur ses paupières humides est venu se fixer le regard bleu de ce grand Kabyle qui ne voulait pas mourir, ce regard bleu affolé qui suppliait en silence. C'était la première fois qu'*il* donnait la mort.

La veille, le capitaine l'avait désigné, lui, le sous-lieutenant, pour la corvée de bois. On lui avait remis trois prisonniers, trois fellagas pris les armes à la main, trois hommes à exécuter. *Il* s'était renseigné auprès du sergent-chef, un engagé baroudeur qui avait traîné ses guêtres en Indochine. Le sergent lui avait expliqué la manière : un peu plus bas, au bord du chemin, se dressaient en arc de cercle quelques oliviers ; il suffisait de « descendre » les prisonniers jusque-là, de les attacher avec des cordelettes aux arbres et de commander le feu. Après, on enlevait les liens et l'on prévenait les gendarmes afin qu'ils établissent le procès-verbal : « Abattus au cours d'une tentative d'évasion. » *Il* avait remercié le sergent en bredouillant.

De la nuit *il* n'avait pas fermé l'œil. Cette fois, il n'y avait pas d'échappatoire, *il* ne pourrait pas faire semblant ou s'esquiver. *Il* devrait commander le peloton, donner l'ordre de tirer sur ces trois prisonniers qu'*il* ne connaissait pas. Quelques heures auparavant, *il* les avait vus arriver, déjà bien abîmés par

les interrogatoires. Maintenant, ils gisaient à côté dans le local qui servait d'ordinaire aux séances spéciales. Pas une seule fois au cours de cette nuit d'insomnie, l'idée n'a effleuré le sous-lieutenant de refuser d'obéir, de répondre au capitaine qu'*il* n'était pas venu en Algérie pour abattre des prisonniers. Réaction impensable et d'ailleurs impossible. On était en guerre et, dans la guerre, désobéir porte un nom – « refus d'obéissance devant l'ennemi » – qui vous traîne devant le tribunal militaire.

À l'aube, *il* a désigné une dizaine de soldats, dont trois harkis. La petite troupe encadrant les prisonniers a dégringolé le sentier jusqu'à l'endroit prévu. Les trois fellagas ont été attachés aux oliviers à l'aide de minces cordelettes. Les hommes se sont alignés en face à une dizaine de pas, les fusils pointés. Les harkis avaient de vieilles pétoires chargées de chevrotines. Ils attendaient. Les prisonniers attendaient également, résignés. Le silence s'est prolongé. Le sous-lieutenant s'est raclé la gorge et a tenté de crier l'ordre. Aucun son ne sortait. *Il* ne parvenait pas à articuler ce simple mot : « Feu ! » Les secondes se sont égrenées comme des moments d'éternité. Enfin, *il* a baissé le bras en croassant une sorte de grognement tout de suite couvert par le bruit des détonations. Le peloton avait tiré comme un seul homme.

Les trois fusillés se sont affaissés contre les troncs d'olivier devenus, le temps d'une salve, poteaux d'exécution. Deux étaient morts. Le troisième, un Kabyle d'une étrange beauté, libéré de ses entraves par les balles qui avaient haché les cordes, était tombé à genoux. Son corps n'était que plaies sanglantes, mais il n'était pas mort. Il demandait pitié, les mains jointes dans une supplication pathétique. C'était un Kabyle blond au teint clair. Ses yeux couleur de Méditerranée fouillaient ceux du sous-lieutenant en un ultime espoir. Le blessé s'est avancé vers lui sur les genoux, dessinant une traînée de sang qui empourprait la terre. Alors, *il* a sorti son revolver de son étui et a visé la tête. *Il* a eu le temps encore, tandis qu'*il* appuyait sur la

gâchette, d'entendre le cri silencieux des yeux bleus qui allait se figer dans sa mémoire à jamais, avant que la tête explose et que l'homme roule à terre.

Dans la camionnette Peugeot, Abde figé au volant n'avait pas bougé. Il regardait son ami français qui s'accrochait au tronc de l'olivier, secoué de sanglots. Les mêmes sanglots qui, des années plus tard, lorsqu'*il* racontera cette histoire pour la première fois, hacheront son récit d'interminables silences.

Enfin, *il* s'est ressaisi et s'est essuyé le visage d'un revers de manche. *Il* s'est approché du monument aux morts et, sans savoir pourquoi, dans un geste qu'*il* avait vu faire un peu auparavant par le chancelier Willy Brandt à Auschwitz, *il* s'est laissé tomber à genoux. À cet instant précis, à cet instant seulement, une idée lui a traversé la tête comme une fulgurance. Ici, en Algérie, douze ans plus tôt, l'Allemand c'était lui.

Il n'a pas de nom, comme cette guerre qui a si longtemps caché le sien derrière des pseudonymes, « maintien de l'ordre » ou « pacification ». Plus exactement, *il* ne veut pas dire son nom. *Il* tenait à témoigner à condition de ne pas paraître, que son nom ne soit pas mentionné. *Il* a parlé longtemps. Comme d'autres témoins, *il* a dû interrompre son récit à plusieurs reprises, dominé par l'émotion, la voix brisée par les larmes. Un sexagénaire qui s'impose une telle souffrance ne peut inventer. La douleur ne ment pas. À la fin de notre entretien, *il* m'a remercié. *Il* s'était libéré de cette parole enfouie en lui depuis bientôt un demi-siècle. Et puis, au moment de partir, *il* m'a dit pourquoi il voulait rester anonyme. Cette histoire qu'il m'avait racontée, *il* n'en avait jamais parlé à personne, surtout pas à sa fille. Elle ne savait pas, elle ne savait rien.

Il espérait qu'un jour il serait assez fort pour lui ouvrir sa mémoire meurtrie.

Il dans ce récit sera *l'anonyme*. Il est le seul. Il existe. Je l'ai rencontré.

Les deux visages de la pacification

Pierre-Alban Thomas, chaque année depuis un demi-siècle, se rend à la cérémonie en mémoire de dix otages fusillés par les Allemands le 12 juin 1944 à Pontijou, dans le Loir-et-Cher. Thomas a de bonnes raisons de se recueillir devant ce monument. En 1944, jeune résistant de vingt-deux ans, il tenait le maquis dans cette région. Mais des motivations, il en a d'autres, plus secrètes, plus intimes.

Le capitaine Thomas arrive en Algérie en août 1954, avant même que n'éclatent ce qu'on appelait alors « les événements ». Il débarque à Bône avec son unité, le 4e bataillon de chasseurs à pied.

Trois jours après son arrivée, au cours d'une prise d'armes, le général commandant la 10e Région militaire, haranguant les officiers, leur présente l'Algérie comme un nouvel Eldorado, un bout de France un peu exotique, « un pays en or que l'on tient avec une poignée de gendarmes ». Le capitaine Thomas ne s'étonne guère de ce discours rassurant. « Je pensais que les départements d'Algérie étaient des départements français, et que les Algériens voulaient fermement être français. » Thomas est pourtant loin d'être un novice. Élève instituteur lorsque la Deuxième Guerre mondiale éclate, il est résistant dès 1940 dans un groupe relié au réseau du musée de l'Homme. « En 1942, j'ai d'abord été instituteur, puis j'ai cherché à passer en

Afrique du Nord en 1943 lorsque j'ai été appelé au STO. Cela n'a pas marché et j'ai été recueilli par un maquis FTP dans les Pyrénées qui a été encerclé par les gendarmes mobiles et qui a été dispersé. À la fin de 1943, je suis rentré en Loir-et-Cher où j'ai intégré un maquis FTP dans le département, dans le sud du département exactement. Ce maquis a grossi, j'en ai pris le commandement en 1944. Après la Libération, j'ai été incorporé dans la 1re armée française pour faire la campagne d'Allemagne. De là, je suis allé en Indochine comme la plupart de mes camarades du 23e RIC auquel j'appartenais, j'ai fait la campagne d'Indochine de 1945 à 1948, je n'y suis pas retourné et j'ai attendu qu'on m'appelle pour partir en Algérie. »

L'état d'esprit du capitaine Thomas est bien représentatif de l'opinion française au début du conflit algérien. Cet homme a des idées progressistes, il est proche du Parti communiste, il a combattu dans la Résistance contre l'occupant allemand ; en Indochine, il s'est rendu compte très vite que cette guerre était une absurdité et qu'il fallait négocier avec Hô Chi Minh. Le même homme ne se pose aucune question sur le bien-fondé de la rébellion algérienne. Il ignore tout de la situation et de l'histoire de ce beau pays. L'Algérie, c'est la France, il veut la pacifier, promouvoir une œuvre sociale, aider à l'égalité entre les communautés.

« En novembre 1954, j'ai eu l'occasion de rencontrer un député à l'Assemblée algérienne, M. Mécheri, qui m'a ouvert les yeux. Il a débuté avec prudence parce que, évidemment, il ne savait pas à qui il parlait, mais lorsque je lui ai dit que j'étais ancien FTP, ancien résistant, il a commencé à faire mon éducation. Il m'a ouvert les yeux et m'a dit : "Vous savez, la France paie aujourd'hui une grande partie de ses erreurs, et la dernière en date, c'est ce qui s'est passé en 1945 au moment du 8 mai." »

Le 8 mai 1945, Thomas, avec la 1re armée française, est dans les ruines du IIIe Reich. À Paris défilent les tirailleurs nord-africains qui se sont battus par dizaines de milliers dans l'armée française. Tout à la joie de célébrer la victoire, Thomas a long-

temps ignoré qu'à la même heure, à Sétif, une manifestation dégénère en émeutes. Des militants nationalistes brandissent des drapeaux verts frappés de l'étoile rouge. Des policiers veulent s'interposer, ils sont molestés par la foule et tirent pour se dégager. Les manifestants s'en prennent alors aux Français. En quelques heures, une centaine d'Européens est massacrée dans des conditions affreuses.

Dans les jours qui suivent, une répression aveugle, impitoyable, fait douze mille victimes. Le général Duval qui commande les troupes françaises peut prédire : « Je vous ai apporté la paix pour dix ans. » Il ne s'est guère trompé. Mais ce que le général Duval n'a pas mesuré, c'est la profondeur du traumatisme dans la conscience algérienne.

C'est à l'aune de ces milliers de victimes sommairement exécutées par les forces de l'ordre et les milices européennes qu'il faudra apprécier les horreurs d'une guerre d'Algérie qui commence véritablement ce 8 mai 1945. Jules Roy écrira que c'est à Sétif qu'il éprouve sa « première honte à porter l'uniforme [3] ». Les enfants de l'écrivain-soldat vont au collège où le jeune Kateb Yacine est à deux doigts d'être fusillé. Ce dernier dira : « J'avais seize ans. Le choc que je ressentis devant l'impitoyable boucherie qui provoqua la mort de milliers de musulmans, je ne l'ai jamais oublié. Là se cimenta mon nationalisme [4]. » La plupart de ceux qui déclencheront l'insurrection en 1954 s'engagent dans le combat anticolonialiste au lendemain du 8 mai, révoltés par ces tueries aveugles. Comme le capitaine Thomas, les Français en métropole ignorent la violence inouïe des massacres.

Georges Apap vivait dans le Constantinois à cette époque. Il n'a été témoin ni des assassinats d'Européens, ni de la répression qui s'ensuivit.

« Je suis né en Algérie en 1926, de parents et de grands-parents nés de même en Algérie. Je suis donc ce que vous appelez le pied-noir, dans toute son horreur, je veux dire que ma

patrie, pour moi, c'est l'Algérie, et que je ne suis venu en France pour la première fois que pour passer l'oral du concours de la magistrature, et je suis retourné ensuite en Algérie jusqu'à l'indépendance. J'ai toujours vécu en Algérie, et, pour moi, c'était mon pays, et ça le reste. J'étais totalement attaché à l'idée de la présence française en Algérie et adversaire déterminé de l'indépendance. »

Ils sont près d'un million comme l'avocat Georges Apap, les pieds-noirs qui vivent sur la terre d'Algérie où, pour une immense majorité, ils sont nés. Concentrés dans les villes, commerçants, employés, ouvriers, petits fonctionnaires, ils ne roulent pas sur l'or et vivent moins bien que leurs compatriotes de métropole.

Politiquement, ils suivent les riches colons qui ne sont qu'une minorité, mais tiennent l'Algérie dans leurs mains. À l'image du sénateur Borgeaud, seigneur du domaine viticole de la Trappe, ou du député Blachette, le roi de l'Alfa et propriétaire du *Journal d'Alger*, une poignée de grands colons détient le pouvoir économique, les terres, les journaux, et forme un puissant groupe de pression politique qui sait se faire entendre à Paris. Cette oligarchie refuse toute réforme qui remettrait en cause le *statu quo*.

Georges Apap : « Je crois que les pieds-noirs ont une grosse part de responsabilité dans le fait d'avoir empêché que le statut des musulmans s'améliore jusqu'à arriver à équivaloir au nôtre. Je prends l'exemple du statut de 47, on en a beaucoup parlé à l'époque où je terminais mes études de droit. Le statut de 47 était un statut très libéral à l'égard des musulmans, et qui visait à leur octroyer des droits que jusqu'alors on leur avait niés.

« J'ai constaté que ce statut de 47 n'a pas pu entrer en application à cause de l'opposition des Français d'Algérie. Ça, c'est des choses qu'il faut bien dire. »

À Paris, les gouvernements issus de la Résistance souhaitent en effet doter l'Algérie d'un statut qui donne un peu plus de

liberté aux 8 millions d'Algériens. Voté en août 1947, ce statut marque un progrès. Il prévoit la création sur le territoire algérien de trois départements français regroupés sous l'autorité d'un gouverneur général. Le statut crée une Assemblée algérienne de 120 membres formée par deux collèges électoraux : l'un de 60 élus représentant les 900 000 Français européens, le second, également de 60 élus, étant censé représenter les 8 millions de musulmans. Autrement dit, un bulletin de vote d'un Européen vaut ceux de huit musulmans. L'inégalité est criante, mais que les Arabes puissent avoir le même nombre de délégués que les Français d'Algérie est encore trop audacieux pour le grand colonat. Il ne néglige aucun effort pour que ce statut reste lettre morte.

Georges Apap, le pied-noir libéral : « C'était aussi un réflexe de défense. Et je ne jette pas la pierre à ces gens-là parce que je les comprends. Sans jamais les avoir approuvés. Je les comprends, parce qu'ils avaient comme moi le réflexe de ceux qui veulent rester dans leur pays. Ils pensaient que tout progrès qu'on accorderait aux musulmans se retournerait contre nous. Moi, je faisais l'analyse inverse, je pensais au contraire, et nous étions nombreux en Algérie à le penser, qu'il fallait justement nouer des contacts entre les communautés grâce à cette accession des populations musulmanes à des droits qui étaient les nôtres. C'était peut-être utopique, j'étais peut-être un rêveur, mais c'était la façon dont j'envisageais l'avenir et ma présence en Algérie. »

Les élections de 1948 qui doivent entériner le nouveau statut sont truquées. Sous la houlette du gouverneur Naegelen, les urnes sont outrageusement bourrées. Charles Ceccaldi-Raynaud, alors étudiant en droit à Alger, qui a peut-être croisé Georges Apap sur les bancs de la faculté, est choqué par cette manipulation à grande échelle : « Moi, je suis né à Bastia, et j'adhère à la SFIO, en 1946, dès l'adolescence. Je milite à la Fédération socialiste d'Alger au moment où Marcel-Edmond Naegelen est

gouverneur général. Il est socialiste, il est SFIO, comme on disait à l'époque. Et dans la Fédération socialiste, je suis de ceux qui émettent quelques critiques sur la manière dont un socialiste administre, gouverne – il est gouverneur – l'Algérie. Ce qui appelle évidemment la critique la plus forte, c'est le trucage des élections, des premières élections qui ont lieu à l'Assemblée algérienne. Il est évident que ce qui est sorti des urnes, ce n'est pas ce qui y avait été mis, pour employer une formule de Guy Mollet. »

Messali Hadj est la grande figure du nationalisme algérien, prophète le plus souvent désarmé entre exil et prison. Il inspire et dirige depuis un quart de siècle l'aile la plus dure du courant émancipateur, celle qui réclame l'indépendance. Après la répression de 1945, puis les élections truquées, le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), le parti de Messali, qui garde une façade légale, crée en 1948 un groupe armé, l'Organisation spéciale, où l'on retrouve d'anciens combattants de l'armée française comme Ahmed Ben Bella ou Mohammed Boudiaf. Cette OS est démantelée par la police, ses dirigeants sont arrêtés et torturés. La torture, en effet, existait en Algérie avant 1954. Dans les commissariats et les gendarmeries, les sévices sur les suspects étaient monnaie courante. Les militants nationalistes arrêtés subissaient les pires brutalités.

Ce sont les hommes de l'OS comme Boudiaf ou Larbi Ben M'Hidi, persuadés que l'indépendance est au bout du fusil, qui déclenchent l'insurrection du 1er novembre 1954. Dans la nuit de la Toussaint, des attentats ont lieu un peu partout en Algérie : attaques de caserne, sabotages, assassinats. Ces actions sont revendiquées par une organisation inconnue, le FLN. Peu de monde comprend sur le moment que cette insurrection mal préparée marque le début d'une guerre de huit ans.

Dans le secteur du capitaine Thomas, l'offensive nationaliste

n'a pas eu beaucoup d'effets. Mais lorsqu'il apprend les attentats commis dans les Aurès, l'assassinat du couple d'instituteurs, les Monnerot, près d'Arris, le choque. Il entend les jours suivants une allocution du président du Conseil à la radio : « Qu'on n'attende de nous aucun ménagement à l'égard de la sédition, aucun compromis avec elle. On ne transige pas lorsqu'il s'agit de défendre la paix intérieure de la nation et l'intégrité de la République. » En effet, le gouvernement de Pierre Mendès France choisit la fermeté. Il envoie des renforts de l'autre côté de la Méditerranée. Aux attentats de la Toussaint, il répond par l'affirmation de la souveraineté française. Puisque l'Algérie, c'est la France, la France ne peut se faire la guerre à elle-même. L'ennemi est donc intérieur.

Le ministre de l'Intérieur François Mitterrand, en tournée dans les Aurès, la région la plus touchée par la rébellion, se garde bien de tenir un langage de guerre. Il parle avant toute réforme de rétablir l'ordre : « Nous ne frapperons pas de manière collective. Nous éviterons tout ce qui peut apparaître comme une sorte d'état de guerre. Nous ne le voulons pas. Mais nous châtierons de manière implacable sans autre souci que celui de la justice, et, en la circonstance, la justice exige la rigueur[5]. »

On fera donc la guerre sans le dire.

La répression, dans les villes comme dans le bled, est menée par les policiers. Utilisant de vieilles listes de suspects, la police procède à l'arrestation de militants du MTLD, mouvement étranger à l'insurrection. Les fils de la Toussaint ont agi, en effet, contre l'avis du vieux Messali et en rupture avec lui. Cela n'empêche pas la police de torturer les Algériens arrêtés. Ces hommes sont liés à des militants de gauche français qui font connaître les méfaits dont ils sont victimes.

Le 15 janvier 1955, François Mauriac publie dans *L'Express*, journal qui soutient le président du Conseil, Pierre Mendès France, un article qui s'intitule « La question ». C'est un dialogue avec un homme qui « a le regard de ceux qui ont vu de leurs yeux » :

« Ils n'ont pas renoncé aux coups de nerf de bœuf, vous savez !, mais la baignoire ou plutôt le baquet d'eau sale où la tête est maintenue jusqu'à l'étouffement, mais le courant électrique sous les aisselles et entre les jambes, mais l'eau souillée introduite par un tuyau dans la bouche jusqu'à ce que le patient s'évanouisse.

– Ce n'est pas possible, dis-je. »

Au même moment, Claude Bourdet dénonce lui aussi « Votre Gestapo d'Algérie » dans *France-Observateur*.

« Gestapo », « question ». Dès les débuts de la guerre d'Algérie, la torture est sur la place publique.

« Ces faits sont parfaitement connus du gouvernement », écrit *France-Observateur*. « M. Mitterrand doit dire s'il approuve l'emploi de la torture [6]. » À ces interpellations, le ministre de l'Intérieur réagit en annonçant son intention de transférer en France un certain nombre de policiers qui avaient la main lourde et d'intégrer la police algérienne au sein de la police française. Il veut également vérifier les faits invoqués par Mauriac et Bourdet. À cet effet, il envoie un inspecteur général de l'administration, Roger Wuillaume, auprès du gouverneur général, Jacques Soustelle, qui vient d'être nommé par Mendès. Wuillaume doit enquêter sur les méthodes de la police en Algérie. Quelques jours après avoir pris ces deux décisions, le gouvernement Mendès France est renversé avec la bénédiction des représentants au Palais-Bourbon du groupe de pression colonial qui lui reprochent précisément de vouloir réformer la police en Algérie.

Wuillaume n'en continue pas moins sa mission. Il interroge plusieurs dizaines de prisonniers qui prétendent avoir subi des sévices graves au cours de leur arrestation. Il remet son rapport à Jacques Soustelle le 2 mars 1955. L'inspecteur général y détaille les tortures couramment pratiquées en Algérie sur les suspects : « La baignoire où l'individu est immergé jusqu'à la suffocation, voire jusqu'à l'évanouissement… Le tuyau du

genre tuyau à gaz, relié à un robinet et introduit dans la bouche… L'électricité : les extrémités dénudées de deux fils électriques branchés sur le courant sont appliquées comme des pointes de feu sur les diverses parties les plus sensibles du corps – aisselles, cou, narines, anus, verge, pied… »

Le recours à ces méthodes, de « pratique ancienne », antérieures à l'insurrection, est jugé indispensable par les policiers. Roger Wuillaume préconise donc d'autoriser la police judiciaire à utiliser ces procédés spéciaux dans des « conditions à déterminer, par exemple seulement en présence d'un officier de police judiciaire ou d'un commissaire. Cette conclusion qui évoque un passé récent et douloureux peut paraître choquante. Mais, puisque le problème est posé, il ne saurait être question de l'éluder ». Ainsi, dix ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, un haut fonctionnaire français, malgré « un passé récent et douloureux », recommande d'institutionnaliser la torture [7].

Le gouverneur général Soustelle refuse avec indignation les conclusions du rapport. Pour l'heure, la politique préconisée est l'intégration. Sur le terrain, l'armée, qui a obtenu des renforts, reçoit la mission d'isoler les rebelles et de gagner la confiance des populations : Cette politique porte un nom, c'est la pacification [8].

Dans l'Est du Constantinois, au début de 1955, le capitaine Thomas s'essaie à la pacification. Il espère encore faire une guerre propre. Il est frappé par l'accueil cordial que lui réservent les Algériens qui n'hésitent pas à l'inviter à prendre un thé à la menthe dans leur pauvre logis. « Toute l'année 1955, je l'ai passée à la tête d'une compagnie et là j'ai tenté de faire vraiment de la pacification, c'est-à-dire être au plus près des populations, de ne commettre aucune exaction, d'être loyal avec les gens, et j'ai été suivi par toute ma compagnie. »

Au Kroubs, le capitaine Maurice Faivre n'est qu'à une vingtaine de kilomètres à vol d'oiseau du capitaine Thomas.

Ce saint-cyrien originaire du Doubs est, à sa sortie de l'école de Saumur, affecté au Maroc, où il passe trois années. C'est en 1955 qu'il arrive en Algérie. Il parcourt le Constantinois dans une unité de reconnaissance, avant de mettre en œuvre la politique de pacification. « J'étais très attaché à la population du coin, dit-il, j'avais un programme de construction de mechtas pour les ouvriers des petits villages. J'avais de très bons rapports avec la population locale. J'étais là avec ma femme et je vivais au milieu de musulmans, sans protection. J'avais donné à ma femme une grenade offensive au cas où. L'enjeu de cette guerre, c'était l'adhésion de la population à une politique où les deux communautés auraient des droits égaux. On s'efforçait d'améliorer le sort des habitants, de les faire participer aux actions de construction des services sociaux. On donnait les soins médicaux, l'assistance médicale gratuite. »

Comme le capitaine Faivre, des officiers et des appelés, se substituant à une administration défaillante, veulent aider une population démunie. Dans ce but, à la fin de 1955, sont créés les SAS. Les officiers qui commandent ces Sections administratives spécialisées effectuent un travail à la fois civil et militaire. Ils établissent l'état civil, s'occupent du ravitaillement, de l'organisation des soins médicaux, de l'alphabétisation. Ils sont le visage humain de la pacification.

Jean Faure est un jeune Savoyard de vingt ans quand il est appelé en Algérie. Il n'a jamais quitté la ferme familiale. Partir à l'armée, franchir la Méditerranée est pour lui, comme pour beaucoup de jeunes Français, une forme d'aventure. Mais ce jeune chrétien, croyant, élevé dans les idéaux de la Résistance, est sensible à la condition précaire des populations qu'il rencontre. « On arrive dans un village où les gens sont finalement relativement pacifiques, ce sont de braves gens, on a plutôt des contacts sympathiques avec eux, et le capitaine qui est à la

tête de ce village est un homme qui adhère complètement à la politique de la pacification qui avait été prônée par la politique de l'époque. La population est extrêmement pauvre, les gens mangent quand même difficilement à leur faim, il n'y a pas de soins. Comme dans tous les pays musulmans, on constate une humiliation, à nos yeux, de la femme, qu'on ne voit d'ailleurs pas ou très peu mais qui est cantonnée à des tâches pénibles. C'est elle qui porte le bois, c'est elle qui va chercher l'eau à la source à un kilomètre. Donc, on a plutôt l'impression d'être des gens qui apportent quelque chose de bien à la population. Le travail d'instruction des enfants, l'école qui avait été supprimée reprend, les soins aux personnes… L'armée supplée à la défaillance de l'État. Simple appelé, on a le sentiment d'être utile. »

À l'heure où Jean Faure découvre l'Algérie, les trois quarts des Algériens musulmans, que l'œuvre civilisatrice de la France n'atteint pas, vivent dans la pauvreté. À peine un enfant sur six va à l'école primaire, qui reste un privilège. 90 % des Algériens sont analphabètes, une petite minorité parle le français. L'ethnologue Germaine Tillion, qui enquête dans les Aurès à la fin de 1954, parle de « clochardisation » des populations. Bien des militaires français, appelés ou officiers, s'émeuvent devant des inégalités sociales aussi criantes.

Jean Faure : « On se rend bien compte que cette situation n'est pas normale. Des Français possèdent des grandes fermes, les colons en particulier (encore qu'il y a toutes sortes de colons ; ceux que j'ai vus à Alger n'étaient pas les mêmes que ceux qui possédaient des grandes exploitations, et tous n'avaient pas non plus des tempéraments d'exploiteurs), mais il n'empêche qu'ils n'avaient peut-être pas fait collectivement grand-chose pour la population, considérant que c'était son état normal. Ils sont nés comme ça, c'est leur destin. Qu'on soit chrétien ou simplement humaniste, on se rend vite compte que ce n'est pas tenable cette situation. »

Lorsqu'il a montré sa feuille de route aux copains, ils n'ont pu éviter les plaisanteries rituelles : « Les zouaves ! Tu vas faire le zouave ! » Mais Alain Teissonnière a le sourire crispé. Être affecté au 2e bataillon de zouaves, passe encore, mais cette guerre, le jeune homme de vingt ans ne veut pas la faire. « Pour moi, l'Algérie, ce n'était vraiment pas la France, c'était une colonie française. D'ailleurs, il suffisait de regarder les cartes de géographie. L'Algérie était coloriée en rose, comme toutes les conquêtes coloniales qui avaient permis d'avoir des possessions françaises dans le monde. Et puis l'insistance avec laquelle les autorités disaient "l'Algérie, c'est la France", ça montrait aussi que ce n'était pas si évident que ça. »

Teissonnière part, à contrecœur, directement en Algérie. Il fait ses classes dans un camp à l'est d'Oran, avant d'être versé en unité opérationnelle. Sur place, l'évidence s'impose avec plus de netteté encore que sur les cartes : « On a vu la différence entre l'Algérie française et l'Algérie algérienne, c'est-à-dire que, vers la côte, il y avait tout un échantillonnage de villages qui ressemblaient à des villages français. Dans les douars qui étaient disséminés autour des villages avec leurs mechtas très pauvres, on voyait très bien la différence de niveau de vie entre les FSE, Français de souche européenne, et les Algériens qui n'étaient pas appelés des Algériens, c'étaient des FM, Français musulmans, ou des FSNA, Français de souche nord-africaine. Et puis quand on allait dans le Sud, dans les montagnes, alors là, on se retrouvait au Moyen Âge. »

Lorsqu'il compare l'opulence des haciendas des riches propriétaires et l'extrême dénuement des mechtas qu'habitent les ouvriers agricoles, Alain Teissonnière ne peut s'empêcher de penser que ceux-ci ont raison de se révolter contre tant d'injustices. La violence insupportable des attentats du FLN, même si cela ne la justifie pas, trouve également sa source dans une misère que la colonisation laisse sans espoir.

Jeune chrétien, Jean-Paul Bouland ignore tout de l'Algérie lorsqu'il débarque : « J'étais séminariste, donc, je dis donc, de droite – conservateur forcément –, mes parents étaient de droite. Je n'avais aucune conscience politique, et j'ai tout découvert là-bas. »

Sergent à la sortie de l'école de Saint-Maixent, Jean-Paul Bouland est versé au 5e régiment de tirailleurs sénégalais près de la frontière algéro-marocaine. « Officiellement, c'est un travail de pacification, mais pacification, le nom m'a paru tout de suite un peu bizarre car nous allions en opération, nous traversions des douars où il n'y avait pas d'hommes, on demandait : "Où sont les hommes ?" On savait qu'il y avait des caches, on allait dans les caches, on découvrait quelqu'un, on faisait sortir tout le monde, on brûlait le village et c'était fini. »

En effet, comme le découvre Bouland, la pacification a deux visages : l'œuvre sociale d'un côté, la répression de l'autre. Dans les premiers mois de la guerre, le général Cherrière, commandant en chef en Algérie, ordonne de grandes opérations qui ont pour principal effet d'accroître l'hostilité des populations. De larges secteurs sont bouclés et ratissés, des milliers de personnes contrôlées. Pierre-Alban Thomas : « Nous participons à des manœuvres de bouclage-ratissage sur de vastes zones. Mais nous rentrons presque toujours bredouilles, nos longues mises en place donnant aux individus recherchés le temps de s'éclipser. » Le plus souvent, les fellagas passent au travers du filet. Les fellahs, eux, écopent. Car pour s'attaquer au FLN, les forces de l'ordre doivent s'en prendre à la population qu'elles sont censées protéger des rebelles. Dès le début, l'armée française est prise dans une contradiction qui ne cessera de s'approfondir : comment pacifier et maintenir l'ordre en même temps ? Les unités qui s'efforcent à une œuvre sociale auprès de la population voient leurs efforts anéantis dès que des affrontements armés se déroulent à proximité.

Le capitaine Thomas en fait l'amère expérience : « Le colonel Bigeard est venu dans ce secteur, où nous avions pour la plupart fait un travail de pacification. Lui, il a monté une opération sans tenir compte de nous et en nous méprisant. Bigeard est allé dans le douar Aïn Madjar où il s'est installé à la cote 701 au nord d'El Milia. Il y est resté pendant deux mois. Après son départ, nous sommes allés dans les douars qu'il avait visités. Et nous avons eu la surprise de constater que la population était terrorisée. Il avait abattu vingt-quatre fellagas, disait-il dans ses communiqués. En fait, nous avons su que ce n'était pas vingt-quatre fellagas, mais vingt-quatre fellahs, c'est-à-dire vingt-quatre paysans, ce qu'on appelait des choufs, des petits bergers qui étaient là et qui renseignaient soit les rebelles, soit la population.

« Et lorsque Bigeard est parti, les rebelles sont revenus. C'était une bande, la bande de Bouali Messaoud exactement, qui était forte d'une centaine d'hommes armés, qui s'était réfugiée hors du secteur lorsque le 3e RPC est arrivé. Elle est revenue en force et nous a tendu une embuscade. Dix-neuf des nôtres sont tombés dans cette embuscade, dix-neuf petits gars du 51e régiment d'infanterie. Ce qui prouvait bien que les chants de victoire et de pacification de Bigeard, c'était du pipeau. Il avait en fait retourné une partie de la population contre nous, et il avait dressé une partie des frères, des amis des vingt-quatre tués contre nous. Nous avons su par la suite que Bouali Messaoud ne manquait pas d'armes et qu'il y avait eu un afflux de volontaires pour rentrer chez lui. Voilà le résultat. La répression a donné ça. »

Amère leçon : Plus la répression est forte, et plus le FLN recrute.

Entre deux feux

Jacques Zéo n'a pas froid aux yeux. À dix-huit ans, en juin 1955, il se porte volontaire pour l'Algérie… Son adolescence a été marquée par la guerre d'Indochine, la défaite de Diên Biên Phu. Bien que dépourvu de conscience politique, il ressent comme un vague devoir de s'engager. Ses grands-parents ont connu la Grande Guerre, ses parents l'occupation, il pense que c'est son tour. « C'était la guerre et je voulais y aller, c'est tout simple. J'avais envie de voir ce qui s'y passait. J'aurais vraiment été mal dans ma peau si je n'avais pas été en Algérie. » Après un passage par Alger, c'est le départ pour la grande Kabylie. Son régiment de chasseurs alpins est cantonné dans le massif du Djurdjura. Le paysage est magnifique. Les opérations ressemblent à des promenades. La guerre se fait oublier, jusqu'au jour où, brutalement, elle fait irruption. « J'ai vu peu après notre arrivée en grande Kabylie huit femmes et deux gosses qui avaient été égorgés par le FLN, qui étaient nus, qui étaient déshabillés, qui avaient été violés. Ils avaient des bleus un peu partout, et la gorge tranchée. » Plus tard, en faisant prisonniers des combattants du secteur, la compagnie de Zéo apprendra que ces civils avaient été exécutés parce qu'ils refusaient d'aider le FLN, qui décida de faire un exemple. « Le FLN n'a réussi à prendre sa place qu'en terrorisant la population », constate Zéo.

Gérard Couteau est arrivé en Algérie presque en même temps que Zéo, à l'été 1955. « Un jour où mon peloton était de

garde, on a été appelés pour dégager une ferme qui était tenue par des paysans arabes. Cette ferme avait été attaquée, et elle était en train de brûler quand on est arrivés. Tous les bâtiments étaient en train de brûler. On a retrouvé toute la famille massacrée et j'ai une image qui m'est restée à vie, je crois que c'est celle qui m'a le plus impressionné : il y avait un bébé de trois mois, ils l'avaient assommé en lui fracassant la tête sur le mur, sa cervelle était restée collée sur le mur. Et ça, là, je vous assure que ça a été pour moi le déclenchement final. Après, je me suis dit : on ne peut pas avoir de pitié pour ces gens-là. Ce n'est pas possible, comment peuvent-ils faire ça à des congénères. »

Couteau est loin d'être un va-t-en-guerre. Il connaît bien le Maghreb puisqu'il a travaillé en Tunisie comme gérant dans un grand domaine agricole où il a partagé la vie des fellahs. Ce Normand de souche, expatrié au soleil, n'est même pas hostile aux idées d'indépendance, mais le jour où il voit la cervelle d'un bébé sur le mur, il bascule.

Jean-Denis Bennet est un artiste. Ce musicien, écorché vif, a horreur de la guerre. Anticolonialiste, il n'éprouve aucune hostilité envers le FLN. Il n'est pas loin de penser qu'en Algérie les soldats français sont les occupants, comme les Allemands quinze ans plus tôt en France. Il est cantonné près de Tizi Ouzou, en Kabylie. Un jour, sa section reçoit l'ordre d'aller contrôler un village tout proche du poste. À l'approche du village, les soldats s'étonnent de n'entendre aucun bruit. Les maisons semblent vides. Le lieutenant dit : « Ils ont dû recevoir l'ordre d'évacuer le village. »

En arrivant, Bennet et ses camarades découvrent les habitants la gorge ouverte. Et, parmi eux, des enfants baignant dans leur sang. Le jeune musicien remarque même un petit chien qui a la gorge ouverte lui aussi. Tous les soldats, pris de nausée, vomissent. Le massacre avait eu lieu dans la nuit. Bennet, comme Couteau, est convaincu d'avoir affaire à des salauds.